

DANS CE NUMÉRO :

Loi cadre en ÉSS	1
Échanges internationaux sur les politiques publiques dans le développement de l'ÉSS.	2
Nouvelles fiches d'expériences innovantes	2
Progression des études de cas.	3
Petit aperçu des nouvelles publiées sur le RELI ESS.	3

Chers acteurs et partisans de l'économie sociale,

C'est avec grand plaisir que nous vous présentons le deuxième bulletin international du RELI ESS, centre international de référence et de liaison sur les politiques publiques en économie sociale et solidaire (ÉSS).

La raison d'être du RELI ESS est la diffusion d'informations sur les politiques publiques et, notamment, sur les démarches de collaboration entre la société civile et le secteur public qui ont permis l'essor d'expériences novatrices en ÉSS à l'international. Il entend également favoriser le réseautage international d'acteurs autour de l'élaboration de politiques publiques en faveur de l'économie sociale et solidaire, tant au sein de la société civile que des administrations publiques.

Nous vous invitons à prendre connaissance du site du RELI ESS dès aujourd'hui : www.reliess.org, à partager avec nous toute nouvelle pertinente sur les politiques publiques en ÉSS et à nous faire part de toute question ou requête spéciale à ce sujet à reliess@chantier.qc.ca.

Les bulletins trimestriels du RELI ESS constituent un outil de communication et d'échange sur les politiques publiques en ÉSS. Nous invitons donc tout acteur de l'ÉSS qui cherche à tisser des liens avec d'autres organisations autour de ces sujets à nous faire part de leur intérêt.

Des lois cadre pour reconnaître l'ÉSS dans plusieurs pays

Certains pays ont récemment adopté des lois-cadres en économies sociale et solidaire, tandis que d'autres travaillent à leur élaboration.

Globalement, l'objectif de telles lois consiste à faire reconnaître l'économie sociale et solidaire comme acteur économique contribuant à la création de la richesse, au développement durable et au développement des collectivités par des engagements législatifs.

[La France](#) travaille présentement à l'élaboration d'une loi cadre en économie sociale et solidaire reconnaissant l'apport au pays qu'elle assure en matière de production, de redistribution et de création d'emplois non délocalisables.

[Au Québec](#), la Première Ministre, madame Pauline Marois, a annoncé le 31 octobre 2012 le dépôt d'un projet de loi cadre sur l'économie sociale dans la prochaine session parlementaire.

En 2011, [L'Espagne](#), [l'Équateur](#) et le [Mexique](#) ont adopté leur loi cadre en ÉSS.

Échanges internationaux sur le rôle des politiques publiques dans le développement de l'ÉSS.

Cuba-Québec

Cuba étant en pleine mouvance économique, une délégation de hauts fonctionnaires et d'universitaires cubains s'est rendue au Québec en octobre dernier pour rencontrer des acteurs de l'ÉSS du Canada dans le but d'établir des liens de collaboration. Les échanges ont permis de présenter les transformations qui s'opèrent dans l'économie cubaine et aux Cubains présents de comprendre d'avantage l'approche québécoise en matière d'économie sociale, notamment les pratiques de collaboration entre les acteurs de l'économie sociale et les pouvoirs publics, afin d'encourager un modèle de développement économique centré sur les personnes et les collectivités.

Les échanges se sont avérés très pertinents et les suites qui en découleront sont à suivre.

France-Québec

Au début novembre, une délégation québécoise d'entreprises d'économie sociale et de syndicats s'est rendue en France, dans la région de Rhône-Alpes, afin de d'échanger autour de l'élaboration de politiques publiques en faveur de l'économie sociale et solidaire avec des entreprises et des acteurs de l'administration publique française.

Le programme de la délégation est basé autour de trois thèmes; l'ESS culturelle, l'ingénierie financière de l'ESS à partir de l'épargne salariale et la reprise d'entreprises par les salariés.

[En savoir plus](#)

Nouvelles fiches d'expériences sur la co-construction de politiques publiques en faveur de l'ÉSS

Afin de partager des initiatives innovantes de partenariats gouvernement-société civile pour le développement de l'ÉSS, le RELIESS a produit de nouvelles fiches d'expériences.

Expériences québécoise: [développement local en milieu urbain par les Corporations de développement communautaire \(CDEC\)](#);

[développement local en milieu rural par la Politique nationale de la ruralité](#);

[co-construction de la finance solidaire au Québec](#).

Expérience argentine:

[Modification de la Loi sur les procédures collectives et la faillite pour favoriser les coopératives de travailleurs](#).



Progression de la série d'études de cas

Les nouvelles études de cas nationales sur les politiques publiques en faveur de l'ÉSS, similaires aux six études produites pour le [FIESS](#), sont en pleine production. Les partenaires terrains locaux du Burkina Faso, de Cuba, de la Corée du Sud, de l'Équateur et du Népal recueillent présentement l'information qui servira à rédiger ces études. Elles paraîtront à la fin du printemps. Surveillez notre prochain bulletin pour y avoir accès!

Petit aperçu des nouvelles publiées sur le RELIESS sur les cinq continents.

ASIE

ACCROÎTRE LES INVESTISSEMENTS DANS LES ENTREPRISES SOCIALES EN AUSTRALIE

Les *Social Enterprise Development and Investment Funds* (Fonds de développement et d'investissement dans les entreprises sociales) (SEDIF) sont une initiative du gouvernement australien ayant pour objectif d'améliorer l'accès à la finance et soutenir les entreprises sociales dans leur croissance et, ce faisant, accroître l'impact de leur travail dans leurs communautés. En établissant les SEDIF, le gouvernement cherche également à catalyser le développement de l'ensemble du marché de l'investissement pour un impact social en Australie.

[Continuer à lire](#)

AMÉRIQUE LATINE

DES NOUVELLES LOIS POUR LES COOPÉRATIVES DU BRÉSIL ET DE CUBA

Deux pays de la région américaine ont adopté des lois pour permettre aux coopératives de prospérer sans restrictions. Cuba a mis en réserve une somme de 100 millions de contribuer au financement des coopératives, tandis que le Brésil a adopté une loi pour soutenir la croissance des coopératives de travailleurs.

[Continuer à lire](#)

LE MINISTÈRE DE LA PRODUCTION ET LA CONFÉDÉRATION NATIONALE DES COOPÉRATIVES DU PÉROU SIGNENT UN ACCORD INTERINSTITUTIONNEL

Le ministère de la Production (PRODUCE) et la Confédération nationale des coopératives du Pérou (CONFENACOO) ont signé un accord-cadre de coopération interinstitutionnel pour coordonner les initiatives conjointes afin de consolider et de renforcer le secteur coopératif national.

[Continuer à lire](#)





Chantier de l'économie sociale

4200, rue Adam
Montréal (Québec) H1V 1S9
Canada

Téléphone : (1) 514 899 9916
Télécopie : 1 888 251 3255
Courriel : reliess@chantier.qc.ca
Site web :
www.reliess.org



CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

AMÉRIQUE DU NORD

SMALL BUSINESS ADMINISTRATION RECONNAIT LES COOPÉRATIVES DE TRAVAIL EN TANT QUE PETITES ENTREPRISES

Six coopératives de travailleurs en Nouvelle-Angleterre ont été les premières à bénéficier d'une nouvelle politique de la *Small Business Administration* (SBA) qui les reconnaît en tant que petites entreprises.

[Continuer à lire](#)

EUROPE-AMÉRIQUE DU NORD

LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET QUÉBÉCOIS SIGNENT UNE DÉCLARATION D'INTENTION SUR LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE.

Les gouvernements québécois et français ont signé, le 8 octobre dernier, une déclaration d'intention sur la coopération entre les deux territoires dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. L'entente a été signée dans le cadre du [Sommet international des coopératives](#), qui s'est déroulé dans la ville de Québec, du 8 au 11 octobre 2012, et qui a réuni plus de 2800 acteurs de l'économie sociale et solidaire, provenant de 91 pays.

[Continuer à lire](#)

EUROPE

UN FONDS POUR LES INCUBATEURS SOCIAUX DE £ 10m LANCÉ AU ROYAUME-UNI

Au Royaume-Uni, les entreprises sociales en démarrage seront désormais en mesure d'accéder à un soutien intensif par le biais d'un nouveau fonds pour les incubateurs sociaux (*Social Incubator Fund*) de £ 10m lancé par le ministre de la société civile, M.Hurd Nick.

[Continuer à lire](#)

LES RÉPONSES DU TIERS SECTEUR EN GRÈCE

Le secteur public grec étant incapable de fournir une aide suffisante à ceux qui souffrent de la crise économique, des initiatives du tiers secteur cherchent à combler l'écart avec des nouveaux modèles d'entrepreneuriat social.

[Continuer à lire](#)

AFRIQUE

UN NOUVEAU CADRE JURIDIQUE POUR LES COOPÉRATIVES MAROCAINES

L'expansion rapide des coopératives au Maroc a conduit le ministère des Affaires générales et de la gouvernance à proposer un nouveau cadre juridique pour réaffirmer le rôle des coopératives dans l'économie. Ce projet de loi est crucial car il révisé un certain nombre de règlements juridiques des coopératives marocaines.

[Continuer à lire](#)